

Monsieur Emmanuel MACRON
Président de la République Française
Palais de l'Élysée
55 rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris

Paris, le 28 août 2018

Objet : Respect du droit commun dans les quartiers

Monsieur le Président de la République,

Conscient de l'intérêt que vous portez au soutien des villes concernées par le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) le Club des Maires de la Rénovation Urbaine, créé depuis huit ans et réunissant 65 maires et présidents d'EPCI de tous bords politiques et de toutes tailles de collectivités confondus, souhaite attirer votre attention sur le retour du droit commun en matière de sécurité dans les quartiers concernés par le NPNRU.

Le NPNRU dont vous avez bien voulu obtenir le doublement de l'enveloppe allouée, doit répondre à l'urgence urbaine et humaine dans les quartiers prioritaires.

Cela passe par la continuation de la politique d'amélioration de l'habitat ainsi que par les actions en faveur de la solidarité territoriale en matière d'emploi, d'éducation, de mobilité, de petite enfance, de culture, de sport, de sécurité, qui sont toutes partagées par l'ensemble des acteurs de la politique de la Ville.

Cependant, il est nécessaire d'éviter l'écueil de politiques publiques ayant favorisé l'action sur le « béton » sans prendre en compte la dimension sécuritaire de ces quartiers.

Le rapport de Jean-Louis Borloo « Vivre ensemble, Vivre en grand la République » rappelle à juste titre que la sécurité est « la première demande des citoyens ». Il n'est pas acceptable qu'une minorité de délinquants dégradent le quotidien des habitants et mettent à mal tous les coûteux efforts de la puissance publique. Nous voulons, dans le cadre du Pacte Républicain, que cesse ce constat trop souvent établi par nos concitoyens.

Le retour de l'autorité républicaine est nécessaire dans nos quartiers. Sans cela toutes les mesures d'accompagnement social, à l'école, dans la rue et les espaces publics, sont vaines et inutiles. L'autorité républicaine est primordiale, elle seule peut permettre un retour des habitants en favorisant une éducation dans des établissements scolaires pacifiés, avec



l'implantation d'entreprises pourvoyeuses d'emplois, et un changement d'image de ces quartiers.

L'ensemble de ces actions conjuguées permettront de recréer un lien social et politique fort, ferment de l'émergence de générations futures durables, impliquées dans leur quartier et intégrées à la République Française.

C'est pourquoi nous souhaitons des actes concrets en matière de moyens mis à disposition par l'État dans le domaine de la police et de la justice, en faveur des habitants des quartiers NPNRU.

Nous vous prions de bien vouloir recevoir, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre haute considération.

Les Maires et Présidents d'EPCI du Club des Maires de la Rénovation Urbaine

